



Communiqué de presse GA/PAL/879

LE COMITE POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE PALESTINIEN DEMANDE A ISRAEL DE REPRENDRE LA VOIE DE LA LEGALITE INTERNATIONALE

Il condamne toute attaque contre les civils quelles que soient leur nationalité et leur religion

Vous trouverez ci-dessous le texte de la Déclaration adoptée par le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien lors de sa réunion du 5 avril 2002:

Le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien exprime sa profonde préoccupation face aux derniers développements dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem. Au cours des derniers jours, les forces israéliennes ont pénétré à nouveau dans les zones placées entièrement sous le contrôle de l'Autorité palestinienne et ont mené des attaques sans précédent contre le peuple palestinien, l'Autorité palestinienne et ses institutions. Israël mène son offensive militaire contre le peuple palestinien sans défense en défiant avec arrogance l'opinion exprimée par l'ensemble de la communauté internationale et ses organes, en particulier les Nations Unies et le Conseil de sécurité. La perte de vies et la destruction de biens qui ont suivi semblent ne pas préoccuper la Puissance occupante.

S'ajoutant à une longue liste d'actions illégales menées systématiquement, telles que les exécutions extrajudiciaires, l'usage excessif de la force dans les zones civiles, la destruction des maisons, le bouclage asphyxiant du territoire palestinien, la destruction à grande échelle des infrastructures et le développement continu des colonies de peuplement, la Puissance occupante a maintenant attaqué le coeur même de l'Autorité palestinienne, son Président élu et reconnu par la communauté internationale, M. Yasser Arafat. Comme si la quasi-assignation à résidence imposée au Président Arafat depuis des mois ne suffisait pas, les forces israéliennes ont maintenant envahi le Siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah et ont assiégé le dernier bâtiment encore debout. De plus, l'intensification rapide de l'activité militaire

israélienne autour du Siège de l'Autorité palestinienne à Ramallah pose maintenant une menace réelle à la sécurité du Président Arafat. Le Gouvernement israélien réfléchirait actuellement au sort à lui réserver comme s'il lui appartenait de décider de la vie et de la mort, de l'emprisonnement ou de l'expulsion du dirigeant du peuple palestinien élu démocratiquement.

Tragiquement, le sang d'innocents, Palestiniens et Israéliens, coule presque tous les jours, accentuant la peur et le désespoir. Les attaques de militants ont jusqu'à présent réussi à arrêter le processus politique et les efforts visant à obtenir la paix. Les attaques israéliennes contre les villes, villages et camps de réfugiés palestiniens ont provoqué des dégâts et ont sérieusement entamé les moyens d'existence des populations civiles, affectant les enfants, les femmes et les personnes âgées. Nous condamnons fermement tous les actes de violence commis à l'encontre de civils innocents, quelles que soient leur nationalité et leur religion et quelles que soient les raisons avancées par leurs auteurs. Toute attaque de ce genre doit cesser immédiatement.

En même temps, nous ne pouvons pas ne pas reconnaître l'injustice qui est faite au peuple palestinien qui a été privé de ses droits inaliénables depuis trop longtemps. Trente-cinq années d'occupation, la dépossession et l'humiliation, les activités illégales commises par les occupants, la répression militaire et économique sont à l'origine du conflit israélo-palestinien. Aucune solution au conflit ne sera viable tant que l'occupation se poursuivra.

Nous déplorons le manque total de respect dont fait preuve Israël au regard des obligations contenues dans la Quatrième Convention de Genève, du droit humanitaire international et des résolutions du Conseil de sécurité. Nous appelons le Gouvernement israélien à reprendre le chemin de la légalité internationale avant que davantage de souffrances ne soient imposées aux peuples palestinien et israélien et que l'ensemble de la région ne soit déchiré par le conflit.

Nous sommes encouragés par les mesures récentes prises par le Conseil de sécurité et l'adoption des résolutions 1402 (2002) et 1403 (2002). Il est maintenant essentiel de mettre en oeuvre ces résolutions sans plus tarder. Nous accueillons favorablement la décision de l'Administration américaine d'intensifier ses efforts de paix. Nous soutenons également entièrement les efforts du Secrétaire général et de son Coordonnateur spécial ainsi que les envoyés spéciaux des Etats-Unis, de la Fédération de Russie et de l'Union européenne dans le cadre du "Quartet", qui maintiennent leurs contacts avec les parties. Nous demandons instamment à la communauté internationale d'intervenir avec plus de vigueur afin d'aider les parties à sortir de ce borbier, à restaurer la

normalité et à reprendre le processus politique. Ceci devrait les conduire à un règlement durable, juste et global de la question de Palestine, sur la base des résolutions 242 (1967), 338 (1973), 1397 (2002) et du principe fondamental de l'échange de "la terre contre la paix", tel que prévu par l'initiative de paix arabe adoptée le 28 mars 2002 à Beirut lors du sommet de la Ligue des Etats arabes. La vision d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale, existant aux côtés d'Israël, dans le cadre de frontières sûres et reconnues, doit devenir une réalité sans plus tarder.

* *** *